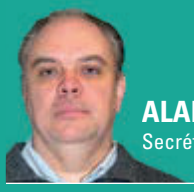
RENCONTRE avec les nouveaux élus



ALAIN DEPRET
Secrétaire de rédaction

Les élections communales constituent toujours une période passionnante pour l'Union des Villes et Communes de Wallonie. L'opération « élections » a ainsi commencé dès février 2018 avec un « coin des candidats » et la publication d'une plaquette intitulée « La Commune expliquée aux candidats et aux nouveaux élus », tous deux disponibles sur le site uvcw.be. Mais le début d'année 2019 est aussi l'occasion, pour l'UVCW, d'organiser, comme tous les six ans, des formations destinées aux nouveaux élus. Celles-ci ont déjà débuté et font désormais un carton plein.

Le *Mouvement communal* s'intéresse aussi à cette mandature qui débute et sillonnera la Wallonie tout au long de l'année pour découvrir le visage des nouveaux mandataires. Des rencontres qui, pour la première fois, feront également leur apparition sur notre web tv « UVCW TV » (www.youtube.com/uvcwtv). La revue mensuelle de l'Union des Villes et Communes de Wallonie mettra donc sous le feu des projecteurs vingt mandataires locaux et tentera ainsi de dégager la tendance que prendra la politique locale en Wallonie ces six prochaines années.

Nous débutons ce mois avec les interviews de Mathieu Perin, nouveau bourgmestre des Bons Villers, Cédric Halin, nouveau bourgmestre de Olne, Nicolas Stilmant, bourgmestre réélu de Fauvillers, Marie Stassen, nouvelle bourgmestre de Plombières et Vincent Palermo, nouveau bourgmestre de Péruwelz.

Mathieu PERIN, Bourgmestre des Bons Villers

« Les partis traditionnels doivent retravailler ensemble pour le bien commun »

Mathieu Perin, le nouveau jeune bourgmestre de la commune hennuyère des Bons Villers, 34 ans à peine, vient de faire une percée électorale d'envergure grâce à un projet citoyen qu'il a mis sur pied. Ainsi, s'est-il constitué, préalablement aux élections, un programme politique en consultant la population lors de réunions citoyennes. Une liste locale citoyenne a ainsi été créée avec, pour objectifs, le développement durable, le soutien au monde associatif et la défense du caractère rural de la commune. Mathieu Perin présente sa conception du futur politique en Wallonie. Pour lui, malgré le vent de renouveau qui souffle sur ces élections, ce qui a déjà été réalisé doit être maintenu, amplifié même, pour créer une réelle continuité. Seule la méthode pour y arriver fera désormais la différence.

Monsieur le Bourgmestre, qu'est-ce qui vous a décidé à vous impliquer dans la politique locale ?

Je me suis présenté pour la première fois aux élections communales en 2006. À l'époque, c'est en tant que simple citoyen que j'ai commencé à m'intéresser à la vie locale. J'étais animateur à Villers-Perwin et, voulant initier quelques projets, j'ai commencé à m'intéresser à la manière dont le conseil communal se déroulait. J'ai approché le cdH en tant que candidat d'ouverture, car il me semblait que c'était eux qui défendaient le mieux les mouvements de jeunesse, et j'ai finalement été élu conseiller communal. En 2012, je me suis représenté aux élections communales et j'ai fait le deuxième score de la commune en intégrant l'opposition comme chef de groupe. Mais, en 2018, j'ai voulu constituer une liste citoyenne tout en gardant mon apparentement. L'idée, c'était surtout de sortir un peu du clivage partisan et de proposer un projet de territoire pour Les Bons Villers, quelle que soit notre affiliation politique.

Comment ce projet s'est-il constitué ?
Préalablement aux élections, nous avons tenu six réunions avec la population pour prendre le pouls de la demande citoyenne. Plus de 300 personnes y ont participé et nous avons constitué un programme, sans savoir si nous allions présenter une liste. Nous avions d'ailleurs fait le constat que les citoyens étaient particulièrement dégoûtés par le monde politique. On a ensuite lancé un appel à candidatures aux personnes qui auraient voulu porter ce programme. Certaines personnes ont répondu, sans doute parce que le projet était citoyen et tentait de rassembler plusieurs personnes de couleurs politiques différentes, ainsi que des citoyens non politisés. Notre campagne a été, je pense, assez dynamique et novatrice en utilisant notamment les réseaux sociaux et la rencontre des citoyens au porte à porte.

Vous avez obtenu, depuis, la majorité absolue…
En effet. Le résultat des élections fut une grande surprise, même si je sais que nous avons séduit grâce à une communication qui fait la part belle à l'alternance. Pour moi, cela veut dire qu'on ne va pas tout révolutionner, mais que nous resterons dans une certaine continuité. Il y a beaucoup de choses qui se faisaient bien dans la précédente majorité et qu'on va continuer à améliorer. C'est aussi la force d'une liste citoyenne : on peut reconnaître le bienfait des autres mouvements.

Comment expliquez-vous cette réussite ?
Je pense que notre démarche a été honnête et sans arrière-pensée. Nous sommes venus vers les citoyens sans étiquettes et en prouvant que nous étions tous passionnés par la vie locale. Nous avons bien compris que nos citoyens ne pouvaient plus supporter le côté « particratique » trop important en Belgique, de manière générale. Nous avons donc essayé de faire entendre la voix des citoyens et nous l'avons fait dans le bon sens, je pense. J'espère d'ailleurs sincèrement que ce changement pourra se faire dans toute la Wallonie, parce que le futur, c'est l'e-change, selon moi. L'e-change, c'est finalement ce que nous avons fait ici aux Bons Villers car c'est le changement de méthode qui nous a fait avancer. Je rêve de pouvoir travailler avec des personnes nuancées, qui connaissent leurs dossiers et ne font pas de populisme, quel que soit leur parti.

Et pourtant, on sent aujourd'hui que les citoyens critiquent beaucoup le monde politique…
La recherche de bonne gouvernance est certes une très bonne chose. L'après Publifin a permis de trouver des solutions en termes de cumul. Mais je considère aussi que les mandataires locaux méritent leur salaire. Quand tu fais de la politique, tu le fais par passion, 24 heures sur 24, sept jours sur sept. Ce que j'aimerais, c'est que les partis traditionnels se reparlent, retrouvent une certaine sérénité et essayent de retravailler ensemble pour le bien commun. La nouvelle génération a envie que cela ait lieu. Et je pense que nous y arrivons tout doucement aux Bons Villers.

Comment pourrait-on encore, selon vous, conscientiser les citoyens à la cause politique ?
Tout est dans la démarche quotidienne du mandataire. Il ne faut pas hésiter à s'entourer de gens compétents, d'une administration forte, bien entendu, mais aussi de citoyens prêts à donner du temps et à être valorisés. Parce qu'on est convaincu - et cela fait partie de notre programme citoyen - que décider seul sans concertation n'est pas la bonne solution. Mais surtout, je pense qu'il ne faut jamais accepter quoi que ce soit si l'on n'est pas d'accord : chacun doit rester maître de son destin.

Quels seront dès lors, selon vous, les dossiers importants pour le futur de votre commune ?
Notre programme s'est fixé une échéance à 2030. Nous ne pourrons donc pas tout concrétiser en une seule mandature, c'est certain. Mais, l'une de nos priorités sera la transition écologique, qui, pour moi, n'est plus du seul ressort du parti Ecolo. Nous allons ainsi travailler sur le zéro déchet pour Les Bons Villers. Notre idée serait de diminuer la taxe locale pour les citoyens qui font un effort circonstanciel de tri. C'est sans doute un nouveau modèle de pensée, mais je pense que c'est ce que la nouvelle génération attend de nous. La partie associative de notre vie quotidienne nous intéresse également beaucoup. Pour cela, il va falloir améliorer la communication de la commune et rendre, notamment, notre site internet plus intuitif. Les Bons Villers, c'est un terreau de bénévoles qui permettent d'éviter que la commune ne devienne une cité dortoir. On veut notamment créer un centre de prêt qui permettra aux citoyens d'avoir accès au matériel nécessaire pour organiser des événements : des bancs, des tables, des gobelets réutilisables, des poubelles à tri, du matériel de sonorisation… On voudrait également revoir les règlements communaux en termes d'occupation de salles.

Le caractère rural de votre commune doit sans doute également vous tenir à cœur…
En effet. La commune des Bons Villers a une pression immobilière assez importante. C'est une des communes où, depuis 15-20 ans, l'immobilier augmente le plus. Et il y a un problème de logement, clairement. Mais du coup, le caractère rural en pâtit un peu. Les citoyens ne veulent pas de gros projets immobiliers, on l'a bien compris.

Cédric HALIN, Bourgmestre d'Olne

« Le fonctionnement "particratique" est en voie de disparition »

Bien qu'il ait été pour la première fois élu bourgmestre lors de ces récentes élections, Cédric Halin n'est pas inconnu. Il est en effet celui par qui l'affaire Publifin a été révélée. Aujourd'hui, et de manière assez inattendue selon l'intéressé, il est donc récompensé par l'électeur puisqu'il est devenu maïeur de la commune d'Olne à 37 ans. La petite commune de la Province de Liège n'est pas, non plus, la plus banale puisque c'est là, notamment, qu'un budget citoyen a pris place lors de la précédente mandature. Cédric Halin, lui, a décidé de ne s'apparenter à aucun parti politique en siégeant en tant qu'indépendant. Et ce, pour continuer sereinement le travail de sa commune en matière de démocratie participative.

Monsieur le Bourgmestre, comment expliquez-vous votre immense succès aux récentes élections ?
Mon parcours politique est assez récent puisque j'ai été élu conseiller communal à Olne en 2012. Je suis devenu échevin en décembre 2015 et puis, comme vous le savez, bourgmestre depuis les dernières élections. C'est sans doute parce que j'ai été exposé dans les médias. Si je n'avais pas révélé l'affaire Publifin, je n'aurais jamais été élu bourgmestre, c'est évident. Indépendamment des compétences que tout un chacun peut avoir, je pense que les électeurs votent d'abord pour des gens qu'ils connaissent. Je me suis installé dans ma commune en septembre 2010. Je n'y connaissais personne. Devenir, huit ans après, bourgmestre en faisant un score électoral aussi élevé, c'est quand même un peu inattendu. C'est peut-être d'ailleurs un peu à regret car je connais pas mal de mandataires dévoués et très compétents qui ne sont pas nécessairement récompensés. Le travail ne paie pas toujours et c'est dommage, finalement, que les citoyens s'attachent autant à l'aura médiatique de quelqu'un dans sa manière de voter.

Pour ces élections, vous vous êtes présenté sur une liste d'intérêt communal, alors qu'une liste citoyenne se présentait également. Pourquoi avoir fait ce choix ?
Parce que la liste citoyenne l'était à 100 % : ils avaient fait le choix de n'accepter que des candidats sans mandat politique, même si celui-ci avait été abandonné. Bien que j'aie depuis décidé de siéger en tant qu'indépendant, ma liste comportait des candidats avec apparentement. Cela dit, dans une commune de 4.000 habitants comme la mienne, on est quand même loin des attitudes tactiques politiciennes. On fait d'abord, tous, de la politique dans l'intérêt communal.

Cela vous paraît important de dépasser le clivage politique et de réserver votre programme à la demande citoyenne ?
Les gens qui se sont impliqués dans cette liste, et avec qui nous avons réussi à fédérer certaines forces politiques historiques, étaient motivés par le seul intérêt communal. Et donc, quand on aime sa commune, qu'on la trouve belle et qu'on a envie qu'elle le reste, cela se passe bien au-delà de préoccupations purement politiques. Gérer une commune, c'est d'abord, selon moi, veiller à ce que les missions locales essentielles soient indépendantes des choix ou des mécanismes politiques. Certains mandataires locaux peuvent parfois prendre des positionnements de nature politique et déposer des motions un peu symboliquement, pour donner une couleur un peu plus politique à un certain nombre d'actions. Mais ce n'est vraiment pas le cas chez nous.

De là à penser que le local deviendrait un laboratoire de démocratie, il n'y a qu'un pas…
Je pense, en tout cas, que les mandataires qui ont déjà connu la politique locale sont plus à même de prendre les rênes des autres niveaux de pouvoir. Parce que, quand vous avez cette expérience de la gestion communale, vous avez déjà dû affronter pas mal de difficultés avec beaucoup de pragmatisme et un certain sens du consensus. Le niveau local est certainement le plus utile pour le citoyen et je crois que, en termes de gestion pure et dure, les autres niveaux de pouvoir devraient s'en inspirer. La différence entre le service ordinaire et le service extraordinaire du budget, par exemple, a une vertu extraordinaire : celle d'empêcher les communes de s'endetter, sauf à financer des investissements. Et donc, on peut imaginer que si on transposait à d'autres niveaux les règles qui s'appliquent aux communes, la gestion serait sans doute un peu plus rigoureuse.

Les partis politiques ont vécu, selon vous ?
Je pense que les partis politiques existeront toujours. Et quand vous avez des idées communes sur la manière de concevoir le futur de la société, ce n'est pas illogique de se regrouper. Ce que je pense, cependant, qui a vécu, c'est ce sacro-saint pouvoir des partis politiques par rapport à toute une série de décisions. Des mandataires publics, et généralement les mandataires locaux, n'hésitent pas à s'émanciper pour prendre une voie tangente par rapport à des décisions prises dans

des cénacles restreints, quelquefois très éloignés du terrain. La force des mandataires locaux, c'est d'abord d'avoir une base électorale qui leur permet de s'émanciper par rapport à une pensée unique. Le fonctionnement « particratique », très centralisé autour de quelques personnes qui imposent des idées à l'ensemble de ses membres, est en effet, selon moi, en voie de disparition. C'est mon souhait, en tout cas.

La supracommunalité fait aussi sans doute partie de vos réflexions…

Il est en effet nécessaire, parfois, d'oublier les intérêts trop locaux, d'abandonner un peu de son pouvoir géographique pour travailler avec d'autres. Abandonner son magistère communal au profit de l'intérêt général, c'est aussi nécessaire pour mener des économies d'échelle et envisager d'autres formes de collaboration. Dans la nouvelle législation sur les marchés publics, on évoque la coopération horizontale non institutionnalisée, par exemple. C'est une manière de mutualiser des choses, de se rendre service les uns les autres. On a tous envie, et c'est normal, de se recentrer sur sa commune. Mais en 2019, vu la complexité de la gestion locale, on a, plus que jamais, besoin de s'associer à d'autres.

Quels seront, selon vous, les chantiers importants à Olne pour cette mandature ?

Notre groupe politique est parti d'un constat : les communes ont vu, au fil du temps, leurs compétences s'étoffer de façon importante. Liés à cela, notamment, toute une série d'emplois subventionnés. Il y a donc des missions qui sont très éloignées des missions régaliennes et qui sont malheureusement de plus en plus difficiles à exercer. Parce qu'il y a des contraintes financières, les recettes n'augmentant pas aussi vite que les dépenses, nous voulons recentrer la gestion communale sur des dossiers plus efficients. Et, notamment, s'assurer d'obtenir un cadre législatif nécessaire à la fusion entre notre CPAS et la commune.

Olne a aussi été la commune où un budget citoyen a été testé…

Notre PCDR est un mécanisme participatif qui fonctionne, aidé en cela par des citoyens, proches ou pas de mouvances politiques, qui décident de s'impliquer pour imaginer le futur de leur commune. C'est notre colonne vertébrale, la source des projets à mener à moyen et long terme. La commission locale de développement, qui regroupe pas mal de citoyens, est très active dans le domaine de petits projets, mais aussi en matière de réflexion globale. Il y a donc une vraie dynamique participative chez nous, avec des citoyens qui s'intéressent à leur commune. Nous avons également installé un budget citoyen et, à côté de cela, nous organisons régulièrement des réunions citoyennes pour nos investissements. Mais il est parfois un peu difficile de conscientiser les citoyens jusqu'au bout de tous les dossiers.

Est-il important, pour vous, de préserver le caractère rural de la commune ?

C'est fondamental. Olne est une petite commune qui est située entre Liège et Verviers, qui fait partie du Pays de Herve, assez rurale donc, et qui a la particularité de faire partie des plus beaux villages de Wallonie. Olne possède un bâti traditionnel qui est assez bien préservé. On a eu une chance immense de ne pas avoir été fusionné en 1977. Nous souhaiterions donc mettre en place un incitant financier pour les propriétaires de terrains agricoles pour que, en fin de bail, la commune puisse leur payer un complément financier à condition de louer à un habitant de la commune.

Nicolas STILMANT, Bourgmestre de Fauvillers

« Un renouvellement de la classe politique est en cours »

À Fauvillers, en province de Luxembourg, la liste emmenée par Nicolas Stilmant a remporté les récentes élections avec un score de 61 %. Le bourgmestre Ecolo sortant rempile donc pour un deuxième mandat à l'âge de 36 ans. Sa liste plurielle, « Fauvillers demain », regroupait des candidats de différentes familles politiques traditionnelles, ainsi que des citoyens apolitiques. L'équipe en place depuis 2012 entend donc désormais poursuivre les dossiers entamés : PCDR, plaines de jeux, parcours touristiques et, parmi les nouvelles idées, la création d'une plateforme de communication entre associations, une plus grande simplification administrative, l'amélioration du coût des déchets et le développement de circuits courts en alimentation. Mais c'est surtout l'avenir du monde politique que Nicolas Stilmant évoque dans les lignes qui suivent.

Monsieur le Bourgmestre, est-ce votre passion pour la vie locale qui vous a poussé à vous présenter une nouvelle fois aux élections ?

Bien que je me sois présenté aux élections régionales avant 2012, j'avais en effet envie de m'impliquer dans la vie de ma commune. C'est ma commune, mon village, celui que j'apprécie par-dessus tout. À Fauvillers, nous avons l'habitude de présenter des listes qui réunissent à la fois des citoyens qui désirent s'impliquer dans la politique locale et des représentants des différents partis traditionnels. Je suis, pour ma part, sympathisant Ecolo depuis mes 18 ans. C'est donc un engagement qui est profondément ancré en moi.

Vous faites partie des nombreux bourgmestres wallons qui ont moins de 40 ans. Avez-vous l'impression que vous représentez une nouvelle génération, avec de nouvelles idées ?

Je pense qu'un réel renouvellement de la classe politique est en cours. J'ai d'ailleurs mené ma campagne, me semble-t-il, sur les défis de notre génération, auxquels beaucoup de jeunes sont aujourd'hui sensibles. Et donc, il s'agit de mettre en avant les questions environnementales et de développement durable avant tout car, face à de nombreux enjeux majeurs, nous courons des risques de plus en plus importants si on n'agit pas concrètement aujourd'hui. La tendance est d'ailleurs propre à différents partis, et c'est tant mieux. C'est un mouvement généralisé : on ne peut pas juste rester spectateur et espérer que d'autres trouvent des solutions. On doit aider à construire ces solutions.

Pensez-vous que, peu importe les clivages politiques, ce qui compte, c'est le bien local, le bien du citoyen ?

Pour Fauvillers, oui, très certainement. Fauvillers, c'est treize villages pour un total de 1.250 habitants. Notre échelle est donc à la portée des citoyens. Avec un tel niveau de proximité, on ne peut pas commencer à se quereller sur des questions idéologiques. Je pense qu'il faut, au maximum, apprendre à travailler ensemble. Chez nous, il y a une réelle volonté de réunir des personnes autour d'un projet commun qui va intégrer toutes ces dimensions. On apprend aussi, en choisissant les personnes avec qui on a envie de travailler, à intégrer les idées des autres. En travaillant de la sorte, on arrive finalement à répondre au mieux, et c'est notre souhait, à la diversité de notre commune. D'ailleurs, même avec la minorité, on essaye de travailler au maximum en concertation. Il y a des grands dossiers sur lesquels on va s'opposer, c'est inévitable, et cela fait partie du jeu démocratique, mais ce sera toujours dans l'intérêt du citoyen.

Vous entamez désormais votre deuxième mandat. Pensez-vous que celui-ci servira à concrétiser ce que vous avez mis en place ces six dernières années ?

Je pense, en effet, qu'il y a toujours un temps d'adaptation quand on commence un premier mandat. Mon deuxième mandat sera donc celui d'une plus grande mobilisation des citoyens avec notre deuxième PCDR. Le premier s'est étalé de 2005 à 2015 et nous avons déjà débuté les enquêtes citoyennes pour ce nouveau PCDR. À partir de janvier 2019, nous allons à nouveau réunir les citoyens pour définir les priorités. En parallèle, nous allons travailler sur la Convention

des Maires. On a déjà établi un diagnostic de la situation énergétique et environnementale de la commune. Il faudra donc qu'une part significative des citoyens de chaque village nous accompagnent et nous soutiennent dans ces projets. Je pars confiant parce que cette habitude est désormais ancrée dans notre quotidien, notamment grâce à notre CLDR. La consultation citoyenne a également fait partie de notre plan de cohésion sociale. Il y a aussi un conseil communal des aînés et un conseil communal des enfants auxquels nous venons d'ajouter un conseil consultatif des jeunes.

Le local serait-il, selon vous, l'exemple à suivre en matière de démocratie participative ?

Sans doute. Il y a, en tout cas, un réel malaise entre le citoyen et le monde politique, c'est certain. Même si celui-ci est également présent au niveau local, je pense que nous sommes néanmoins assez préservés. Nous avons cette chance de pouvoir évaluer si nous sommes toujours en adéquation avec les inquiétudes et les préoccupations des gens. À Fauvillers, par exemple, nous avons mené notre campagne au porte-à-porte, au cabanage, presque. Et donc, nous avons traversé tous nos villages pendant plus d'un mois et demi pour aller à la rencontre des citoyens. C'est un exercice qui peut sembler un peu fastidieux, mais en même temps, c'est ressourçant et rafraîchissant. Cela nous permet de comprendre ce qu'attend réellement le citoyen.

Quelle était cette attente citoyenne, selon vous ?

De renouer le dialogue avec le monde politique, clairement… Lui parler en direct pour lui transmettre son avis et son ressenti. Et finalement, la rencontre citoyenne permet aussi de communiquer sur les raisons de certaines de nos décisions. Parce que, c'est là où il y a parfois une rupture entre le citoyen et le politique, c'est qu'effectivement, même au niveau communal, les dossiers sont de plus en plus complexes. Donc, si on veut les maîtriser et si on veut prendre les bonnes décisions, il faut prendre le temps de s'y plonger. Mais, cette masse de travail, les citoyens n'y ont pas accès. S'il n'y a pas de communication à ce propos, le citoyen va toujours se sentir incompris. Cela me semble être l'outil le plus efficace pour lutter contre un sentiment de désintérêt politique. Ce n'est donc pas uniquement au niveau du conseil ou du collège qu'on peut réellement impacter des changements majeurs. On peut donner un cadre, mais si ces impulsions ne correspondent pas à ce que les citoyens attendent, ou si les citoyens ne s'approprient pas ces impulsions, elles restent un peu lettres mortes.

Comment se traduit cette meilleure communication à Fauvillers ?
On utilise beaucoup plus les réseaux sociaux aujourd'hui. Des applications smartphone aussi, pour envoyer en direct notre communication aux citoyens. Ce sont des choses qui se sont mises en place ces derniers mois, renforcés entre autres par la campagne électorale. Et je pense, au vu de ce que l'on a constaté pendant ces élections, que le dialogue est loin d'être rompu à Fauvillers. Il faut, selon moi, garder à tout prix le contact avec le citoyen, malgré la difficulté de plus en plus grande de s'impliquer en politique. L'opinion publique est de plus en plus méfiante et le phénomène est sans doute amplifié par les réseaux sociaux, malheureusement. Le citoyen n'a aujourd'hui plus de problème à donner son avis publiquement face au travail des mandataires. Rester en phase avec le niveau local devient donc une richesse à préserver.

Cela fait partie du renouvellement politique évoqué tout à l'heure, sans doute…
Oui, en effet : l'abandon de certains vieux réflexes, de certaines manières de faire, pour amorcer la politique de demain. Le niveau du quartier dans les grandes villes, ou du village dans les petites communes comme la nôtre, nécessite vraiment d'être pris en compte. Car on a aujourd'hui l'impression que la facilité de communication, accentuée par les réseaux sociaux, fait que tout le monde a accès à l'information. Le message politique est entendu, pense-t-on… Mais, ce n'est pas vrai. Le message politique passe par le contact direct. Le politique doit donc être l'acteur porte-parole de l'ensemble de la société. Et ce, pour être le plus représentatif possible.

Marie STASSEN, Bourgmestre de Plombières

« Le mandataire local ne travaille pas que pour le citoyen, mais aussi pour les générations futures »

À 31 ans, Marie Stassen est la plus jeune bourgmestre élue de la province de Liège. Il y a quelques mois, elle avait pourtant décidé de renoncer à une éventuelle carrière politique. Pour la tête de liste d'« Ouverture Citoyenne Plombières », ex-cdH, ancien professeur de langue germanique dans le secondaire supérieur, cette élection est donc une vraie surprise. Tant et si bien qu'elle vient d'abandonner son poste d'enseignante pour se consacrer entièrement à sa nouvelle vie de bourgmestre. Depuis, elle n'a de cesse de rappeler que l'écologie sera au cœur de cette nouvelle législature. Mais, pour ces six prochaines années, il sera aussi question de participation citoyenne à Plombières, un sujet que la nouvelle bourgmestre connaît bien puisqu'elle s'est particulièrement impliquée dans la vie associative locale ces dernières années.

Madame la Bourgmestre, vous aviez décidé de quitter la scène politique alors que vous étiez encore conseillère communale. Qu'est-ce qui vous a fait changer d'avis ?
Être conseillère communale, ça a été une super expérience, mais j'étais tout de même un peu déçue par le système politique. Je trouve qu'il est finalement assez difficile de faire changer les choses. Néanmoins, avant les élections, je voulais aider à la création d'un nouveau parti citoyen : « Ouverture citoyenne Plombières ». Quand vous adhérez à un parti pendant six ans, personne ne se pose la question des valeurs communes que l'on veut partager. Et là, on a vraiment dû redémarrer à zéro. C'est ce qui m'a convaincue. Cela nous a également permis de rassembler des citoyens très engagés, sans réelle étiquette politique. Il y avait là une belle dynamique, une nouvelle jeunesse, vraiment. J'avais cependant décidé de ne pas me présenter sur les listes, mais le groupe m'a finalement demandé de prendre la tête du groupe. Je ne m'attendais cependant pas à une telle réussite.

Et vous voici donc bourgmestre… Vous êtes encore sous le choc, semble-t-il…
Mathématiquement, en me mettant tête de liste, je ne risquais pas grand-chose. Et puis on a bien senti, pendant la campagne, que l'opinion publique était très favorable à de

nouvelles idées, à une autre manière de faire de la politique. Pour nous, il était ainsi essentiel de parler d'enjeux globaux au niveau local. Mais, par contre, j'avais vraiment décidé de ne pas être visible pendant la campagne. Et puis, la télévision locale m'a invitée à prendre la parole lors d'un débat. À partir de ce moment, j'ai senti que les gens avaient envie de me suivre. De là à ce que je devienne bourgmestre, je ne m'y attendais pas du tout.

Pensez-vous qu'il est nécessaire de passer à une autre forme de politique en Belgique ?

Je pense que les citoyens ont vraiment besoin de changement. On voit, par exemple, à Plombières, que ce sont les plus jeunes qui ont été élus. Les gens veulent donc du sang neuf pour installer une autre conscience des enjeux de demain. Et aujourd'hui, notre but est d'allier jeunesse et expérience parce que les deux sont nécessaires. Je pense qu'il y a une autre manière de s'informer aujourd'hui, et plus particulièrement en ce qui concerne le développement durable et la démocratie participative. Ce sont deux thématiques fortes chez les jeunes et qui ont été porteuses pour nous. J'ai vraiment envie de mettre en place un futur conseil communal où chacun est libre de s'abstenir sur certains sujets, indépendamment de ce que son groupe politique pourrait lui demander. Il faut aussi que le citoyen ait accès à tout le débat qui se fait souvent uniquement en interne : les gens doivent pouvoir entendre pour mieux comprendre les décisions qui sont prises. Parce qu'avoir une voix discordante oblige à mieux argumenter et à remettre en question toute la réflexion.

Quelle est votre vision de la démocratie participative ?

La démocratie participative demande énormément d'énergie et d'investissement et je pense qu'elle peut vite s'essoufler. C'est d'ailleurs pour cela que je ne pense pas garder cette carrière politique trop longtemps. Parce que plus vous connaissez un domaine, plus vous avez envie de fonctionner seul. C'est humain, je crois. À Plombières, il y a beaucoup d'outils qui existent, mais qu'il va falloir revaloriser. Je vais donc avoir besoin de tous pour y arriver : le collège, le conseil, l'administration et les citoyens. La démocratie participative, selon moi, c'est d'abord sensibiliser à des thématiques spécifiques et essayer de développer le pôle culturel local autour de ces thèmes. Et, ensuite, demander aux gens de participer à l'élaboration d'un projet. Ce n'est donc pas juste demander l'avis du citoyen sur une décision. Il faut être un peu plus courageux que cela.

Le local pourrait être un exemple pour les autres niveaux de pouvoir, selon vous ?

Je ne sais pas pourquoi, avant d'être élue, j'avais l'impression que le local ne se donnait jamais les moyens d'une vision plus globale. Après six ans, je suis cependant aujourd'hui convaincue que le local peut vraiment faire changer les choses. Plombières n'a sans doute pas su expérimenter toutes ses possibilités. Mais mon groupe est aujourd'hui prêt à changer la donne. L'exemple récent est celui de notre motion contre le CETA : nous avons été la première commune à voter une motion en cette matière et le résultat a été bien au-delà de nos frontières locales. Le Gouvernement wallon n'aurait sans doute jamais fait attention à cette problématique si les communes ne s'étaient pas impliquées d'abord.

Avoir été enseignante vous aide également à appréhender le monde différemment ?

Je vois, en tout cas, que certains de mes élèves envisagent déjà la vie politique comme faisant partie intégrante de leurs projets. Et, de toute façon, si je suis là aujourd'hui, c'est clairement à cause de mon métier d'enseignante. En tant que prof, on peut en effet facilement développer des projets citoyens. L'enseignement nous oblige à nous confronter au travail participatif et c'est, selon moi, comme cela que doit s'appréhender la politique aujourd'hui.

Quel sera votre message de conclusion ?

En tant que responsables communaux, on doit se construire une vue globale sur les enjeux mondiaux. Essayer de comprendre le système, le mode de fonctionnement du monde. J'ai certainement des idées un peu altermondialistes et je sais que c'est difficile d'imposer ce genre d'idéaux dans notre système de fonctionnement. Je pense cependant que la démocratie participative, c'est aussi faire passer des messages qui dépassent le niveau local vers nos instances supérieures. Il faut donc prendre du recul, oublier un peu nos affaires communales, notre budget à nous. Il faut donc travailler en collaboration avec les autres communes et voir plus loin. Être durable, c'est cela aussi. En tant que mandataire local, on ne travaille pas que pour le citoyen, mais aussi pour les générations futures. Et là, on a un fameux boulot devant nous.

Cela veut dire qu'il faut aussi être attentif aux instances européennes…

En effet. Et cela ne fera que valoriser le but de l'Europe auprès de nos jeunes. Notre rôle, c'est donc d'être un lobby positif afin d'obtenir l'Europe que l'on veut pour demain. Une Europe qui se défait de ce monde néolibéral que je n'affectionne pas particulièrement. Le développement durable n'est pas que la transition énergétique. C'est aussi tout ce qui est solidarité, selon moi. J'aimerais vraiment créer cette mouvance sociale nouvelle, un Plombières en transition, qui se permet aussi de poser des questions sur l'avenir mondial.

Vincent PALERMO, Bourgmestre de Péruwelz

« Le pouvoir communal est celui de l'intelligence collective »

Avec un record historique lors des élections locales (plus d'une voix sur trois), Vincent Palermo, tête de liste MR et Président sortant du CPAS, devient le nouveau bourgmestre de la commune hennuyère de Péruwelz à 47 ans. Directeur-fondateur d'une agence de communication événementielle, il avait été approché en 2006 pour être présent sur la liste AC, « Alternative citoyenne », composée de candidats cdH, MR et non affiliés à un parti, où il avait fait le 8e score. C'est dire le chemin parcouru depuis. Vincent Palermo s'impose donc aujourd'hui comme l'homme fort de la cité, décrochant même une majorité absolue. En cause, sans doute, sa volonté d'être au plus proche du citoyen. Une fibre sociale que l'on s'attend à retrouver désormais au sein du maïorat.

Monsieur le Bourgmestre, vous quittez désormais la présidence du CPAS. C'est quelque chose qui vous tenait à cœur, néanmoins ?

J'ai beaucoup apprécié mon travail au sein du CPAS et je quitte mon poste avec regret. C'est l'aspect humain de la fonction qui me plaisait le plus parce qu'on y traite de sujets importants pour la vie des gens. Pour moi, tout mandataire devrait d'abord passer par la case CPAS car c'est le réceptacle de la vie communale. Je ne vous cache pas que je pars avec un petit pincement au cœur. Mais le challenge du maïorat est aussi captivant. Je n'ai jamais eu de plan de carrière. C'est donc une grande surprise…

Comment expliquez-vous ce raz-de-marée en matière de voix ?

Difficile à dire. Je pense que les citoyens ont été séduits par la campagne qu'on a souhaité axer, avec mon groupe, sur la participation citoyenne. Et ce, presque deux ans avant les élections communales. Notre idée était de faire appel à l'intelligence collective. Nous avons ainsi rencontré les citoyens dans les maisons de village pour leur présenter notre programme et récolter leur avis sur la politique communale, mais aussi leurs besoins. Et nous nous sommes rendu compte qu'ils attendaient certains projets plus que d'autres. Cela veut donc dire que le citoyen péruwelzien s'est mobilisé et a fait un choix clair.

Vous étiez tête de liste MR et pourtant vous n'avez pas hésité, en son temps, à participer à une liste multipartite… Pensez-vous que le pouvoir local doit se gérer autrement, au-delà des clivages politiques ?

Le vote communal est souvent celui que l'on porte pour des personnes que l'on connaît ou une équipe gagnante, pas pour un parti en particulier. Et, je me répète, le pouvoir communal est celui de l'intelligence collective. La commune doit aller beaucoup plus loin que ses seules compétences régaliennes, c'est aussi la clé de son succès. Aucun mandataire, de quelque tendance qu'il soit, ne peut tout changer en une seule mandature. Il faut donc être honnête avec le citoyen et lui montrer que les résultats concrets ne doivent apparaître que sur deux, voire trois mandats. Je pense que l'électeur a bien compris cela chez nous. Le vote citoyen à Péruwelz, c'est donc une question de confiance. Et, pour ma part, je ressens encore l'envie de défendre certaines valeurs sociales.

Comment expliquez-vous que le citoyen soit, en général, si déçu par le monde politique ?

Sans doute parce qu'il y a une certaine incompréhension, un manque de communication entre le monde politique et les citoyens. Être mandataire, c'est pourtant une fonction noble. Qu'est-ce qui est plus beau que de travailler pour les citoyens au sein d'une équipe ? À Péruwelz, quand on voit ce qu'on a pu faire en réalisant de tels projets pour le bien des citoyens, on peut être fier et se dire qu'on a accompli quelque chose de fort. On participe à construire un monde meilleur, à faire en sorte que sa ville soit grandie, que ses habitants se sentent bien. Cela fait chaud au cœur.

C'est le côté humaniste de votre combat qui vous anime…

L'honnêteté en politique, l'engagement envers le citoyen, tout cela paie. Mais les élus ne peuvent faire aboutir leurs projets seuls, sans l'aide des techniciens et du monde administratif. La commune, c'est aussi la plus belle des équipes. Les élus ne sont uniquement présents que pour impulser les choses, insuffler et avoir des idées. Je pense qu'aujourd'hui, il n'est plus possible de mener une carrière politique sans un minimum d'honnêteté. Cela suppose également qu'il faut pouvoir prendre certaines décisions et faire comprendre aux citoyens le pourquoi de cette décision. C'est, une fois de plus, une des clés de la réussite.

De quoi le citoyen a-t-il besoin à Péruwelz, selon vous ?

Il avait surtout envie qu'on l'écoute. Et je me suis rendu compte qu'il y a une grande différence entre ce qui est mis en place par la commune, le sentiment qu'en a le citoyen et la réalité

de terrain. Ils ont besoin d'une ville propre et sécurisée, de logements décents, d'une ville où on est fier de vivre, où il y a de l'emploi aussi. Je pense que la façon de gouverner doit changer. La politique est faite par des hommes et des femmes et, à partir du moment où l'on travaille dans l'intérêt général, nous devons éviter toute forme de discrimination, quel que soit le courant politique. Avant d'être un homme de parti, je suis un homme de cœur et de valeurs, je l'ai toujours dit. Quand on a réellement envie de travailler en équipe pour changer le quotidien des citoyens, cela ne doit pas être qu'un discours, ni de vaines paroles. On doit être dans l'action : il faut joindre l'idée, la parole et les actes, sinon on perd toute crédibilité auprès des citoyens. Il faut aussi être très clair avec eux, très transparent et honnête, tout simplement.

Quels seront vos chantiers prioritaires pour la mandature qui débute ?

Péruwelz, c'est une ville à la campagne et il faut donc préserver son caractère rural. En matière de mobilité douce, il y a aussi de réelles avancées à faire. Le logement sera aussi l'un de nos grands défis futurs. En termes d'action sociale et de prévention, nous avons déjà beaucoup travaillé au sein du CPAS et c'est un engagement qu'il faut maintenir : faire en sorte que la population, et certainement les plus jeunes, deviennent acteurs de leur vie. Les encadrer, les former et leur donner un cadre de vie décent. En matière de sécurité et d'aménagement du territoire aussi, il y a quelques petites choses qu'on souhaite mettre en place.

En tant que responsable d'une agence de communication, êtes-vous attentif aux outils technologiques mis au service de la commune ?

Oui, parce que je pense que les nouvelles technologies peuvent faire évoluer les meilleurs éléments de notre politique. À l'heure où 98 % de la population possède un smartphone et est connecté, je vois mal comment nous pourrions manquer le rendez-vous de la ville interactive. Il s'agit d'améliorer la

communication et le service citoyen en termes de documents, de documentation et d'information en règle générale. Mais, les nouvelles technologies peuvent également aider dans tout ce qui est environnemental et économies d'énergie. Cela participe du bon sens et de la gestion en bon père de famille. Mais, il faut néanmoins se poser une question : comment le citoyen appréhende-t-il ces nouvelles technologies ? Les smart cities, par exemple, c'est aussi un effet de mode. Les nouvelles technologies sont donc utiles si elles servent l'intérêt du citoyen.

Le mois prochain dans ce dossier : Courcelles, Andenne, Limbourg et Marche-en-Famenne

Le lecteur trouvera plusieurs reportages à ce sujet sur UVCW TV, la web TV de l'Union des Villes et Communes de Wallonie (www.youtube.com/uvcwtv).

La SPGE,
un organisme d'utilité publique pour l'assainissement des eaux usées et la protection de nos ressources en eau

LA SPGE AU SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT
Près de 4 milliards d'€ investis depuis 2000
Un taux d'équipement pour la Wallonie passé de 42% en 2000 à plus de 99,8% aujourd'hui
5.000 emplois directs et indirects créés
www.spge.be - info@spge.be
SPGE
Société Publique de Gestion de l'Eau